L'Anarcho-Syndicaliste n°38
septembre 1980
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes

LA PERCÉE POLONAISE...

Sur un fond de vacances maussades, marqué en France par un taux d'inflation avoisinant 15%, la morgue insolente de M. Barre et la hargne xénophobe de petits exploitants pêcheurs ou agricoles, la grande bataille des ouvriers polonais a retenti comme un chant victorieux.

Pendant deux mois, 300.000 travailleurs se sont battus contre la bureaucratie polonaise avec une conscience de classe, une lucidité et un courage que n'ont pas entamé 35 ans de stalinisme.

Par le moyen traditionnel des comités de grève élus, les travailleurs polonais se sont fixés comme principal objectif, la création de syndicats *"indépendants du Parti et de l'Etat"* qui conditionne l'amélioration de leur situation matérielle.

Avec une détermination exemplaire, ils repoussaient le 24 août, la manoeuvre de diversion du Gouvernement qui, après avoir arrêté les militants du K.O.R., proposait de nouvelles élections au sein des syndicats officiels.

Malgré l'intervention de l'Eglise qui en accord avec les autorités organise des messes dans les entreprises de Gdansk et Gdynia, malgré le message de l'épiscopat polonais: *"La poursuite des arrêts de travail, éventuellement l'explosion d'émeutes seraient contraires au bien social"*, les grèves se poursuivent et s'étendent.

En France, le P.C. par la voix de Fiterman, la direction de la C.G.T. par celle de Séguy, approuvent le discours de Gierek qui après avoir fait état de concessions aux grévistes dénonce *"l'aspect dangereux"* d'agissements *"anti-socialistes et anarchistes".*

Néanmoins les dirigeants polonais sont obligés de reculer. Le 26 août, les négociations reprennent entre la délégation du gouvernement conduite par Jagielski et les délégués du Comité de grève inter-entreprises de Gdansk. Jagielski reconnaît le droit de grève et accepte la création de nouveaux syndicats, mais à partir des syndicats officiels d'Etat. Les grévistes refusent: ils veulent construire leurs syndicats à partir des comités de grève. De nouvelles usines à Wroclaw, Cracowie... s'engagent dans l'action.

C'est ce soir-là, qu'après s'être entretenu avec Gierek, le cardinal Wyszinski intervient pendant 35 mn sur les écrans de la télévision officielle: *"Bien que l'homme ait droit au repos et bien qu'il ait le droit, quand il n'y a pas d'autre moyen de souligner l'importance de l'être humain, fût-ce en s'abstenant de travailler, sans le travail, il n'y a pas de bien-être... Nous savons que c'est un argument (s'abstenir de travailler) très coûteux, si coûteux que son prix (...) pèse sur toute l'économie, ce qui porte atteinte à la vie de la nation et de l'être humain. J'estime que parfois, il ne faut pas exiger trop, pourvu qu'il y ait de l'ordre en Pologne, d'autant plus que les revendications, si elles sont justes, et en général, elles le sont, ne peuvent jamais être satisfaites sur le champ. Mieux nous travaillons et plus le soutien et l'aide de notre vierge sera fort".*

Un message adressé le jour même à l'Episcopat polonais par Jean-Paul II, qui ne recule devant aucune démagogie ouvriériste *"pourvu que l'ordre règne en Pologne"* et ailleurs, soulignait le plein accord du pape avec la démarche du primat.

Cet appel pressant de l'Eglise à la reprise du travail devait rester sans effet, de même que les dénonciations par l'agence Tass de *"l'activité subversive des éléments anti-socialistes en Pologne"*. Après une nouvelle extension des grèves dans toute la Pologne et la reprise des négociations, le comité de grève de Gdansk annonce, le 29 août, qu'un accord est intervenu avec le gouvernement, stipulant: *"Le comité de grève se transforme en Comité inter-entreprises pour la création de nouveaux syndicats, autogérés de la même manière que les comités de grève existants".*

Des accords identiques étaient signés dans la plupart des grandes villes. La presse en a publié certains, comme ceux de Szczecin, qui font apparaître des avantages importants. En arrachant avec tant d'obstination la création des nouveaux syndicats à partir des comités de grève, les ouvriers polonais se promettent de garder ces acquis et d'obtenir d'autres améliorations matérielles.

Il s'agit néanmoins d'accords, pas d'une révolution. Comme tout accord le document de Gdansk et les autres représentent un compromis. Compte-tenu des événements qui ensanglantaient la Pologne il y a seulement dix ans, compte-tenu de la proximité très concrète des chars russes, de tout le poids de la bureaucratie stalinienne dont l'accord avec la hiérarchie catholique apparaît crûment, compte-tenu des frontières marchandées à Yalta entre impérialistes, les ouvriers polonais n'ont pu éviter de signer la clause selon laquelle: *"Ils ne mettent pas en cause le rôle dirigeant du parti, respectent la constitution et les alliances de la Pologne".*

Il est également difficile de s'illusionner sur les possibilités d'existence de syndicats indépendants dans un régime où un parti unique a droit de cité, où les opposants sont périodiquement emprisonnés et où la fraction stalinienne évolue sans concurrence à l'intérieur des syndicats.

Orfèvre en matière d'indépendance syndicale G. Séguy ne veut voir dans les accords qu'un réajustement donnant *"aux syndicats polonais des moyens supérieurs de participation"*. Bien que les accords ne contiennent rien de tel, il est vraisemblable que le pouvoir s'efforcera de neutraliser les nouveaux syndicats dans les voies de la participation, avec le concours des militants catholiques dans le cadre d'un compromis historique à la polonaise. L'audience du cardinal Wyszinski à Lech Walesa et son invitation par le pape signalent le début de cette offensive.

Quoi qu'il en soit, il restera qu'un événement sans précédent s'est produit en Pologne: la bureaucratie stalinienne représentant l'Etat a signé contrat avec les délégués du comité de grève représentant la classe ouvrière. Cela signifie que le Parti ne représente pas la classe ouvrière, et que l'Etat, y compris l'Etat-ouvrier, n'est pas l'émanation de la classe ouvrière. Autant de mythes qui volent en éclats.

Quelles que soient les hypothèques qui pèsent sur eux, il restera aussi que les nouveaux syndicats, dont on ignore encore s'ils pourront se confédérer, garderont la marque de leur naissance. Ils ne seront pas nés d'un décret d'Etat comme les précédents syndicats polonais, ni même d'une décision hiérarchique comme la C.F.D.T. en France; ils sont nés de la volonté des travailleurs en grève, face au Parti, face à l'Etat.

C'est en ce sens que les ouvriers polonais, dans les conditions qui leur sont propres, ont effectué une percée sur le front des luttes de la classe ouvrière internationale. Tous les jours de ce combat permanent ne sont pas aussi glorieux; ils n'en sont pas moins importants. Souhaitons que demain nos camarades polonais, après avoir fait trembler la bureaucratie stalinienne, alarmé le Vatican et les chefs d'Etats, puissent reprendre *"impassibles"*, comme disait Pelloutier, *"la besogne syndicale, obscure mais féconde"*.

Confiants dans le prolétariat polonais, l'*Union des anarcho-syndicalistes* lui adresse son salut fraternel.

Serge MAHE.

Cet article était suivi de la “Lettre aux anarchistes” de Fernand PELLOUTIER.

Ce document n’est pas reproduit ici.

Pour le consulter:

http://anti.mythes.voila.net/individus/pelloutier_fernand/ pf_lettre_aux_anarchistes.pdf

---

COMBAT LAÏQUE, COMBAT DE CLASSE...

Voilà bientôt un siècle que la bourgeoisie, par l'intermédiaire des députés républicains opportunistes, votait ses premières lois laïques, ce d'ailleurs dix ans après la courte expérience de séparation de l'Eglise et de l'Etat proclamée pendant les quelques semaines de vie de la Commune de Paris.

Face à une Eglise d'essence totalitaire, et qui avait une farouche tendance à mettre tous ses œufs dans le panier de l'opposition royaliste, pour ses intérêts propres, la bourgeoisie républicaine bâtissait *"son école",* sans encore oser libérer l'Etat fraîchement conquis de l'emprise cléricale. Oh! bien sûr, il n'aurait pas été question de confondre laïcité et rationalisme: les *"Devoirs envers Dieu",* l'apologie du *"mourir pour la France",* dans les ouvrages de morale, la réécriture cocardière de *"l'Histoire Nationale"* sont là, dès le premier coup d'oeil, pour nous le rappeler...

Mais il aurait fallu une grande inconscience, un sectarisme borné, de la part des révolutionnaires, pour ne pas voir là un progrès dont la classe ouvrière, et les masses paysannes jusqu'alors embrigadées par l'Eglise ne pouvaient que profiter. *"L'école de la république",* si elle devait en effet asseoir la IIIème République, par le développement massif de l'instruction promut surtout, comme le souligne le texte de *"l'Appel aux laïques"* **(1)**, *"le développement de la pensée rationnelle".*

On ne s'étonne pas dans ces conditions que le mouvement ouvrier, tout en restant critique à son égard, ait vu un grand intérêt à la défense et à la promotion de la laïcité de l'institution.

Le capitalisme français en pleine expansion de la fin du XIXème siècle avait encore besoin d'une masse de travailleurs plus instruits qu'ils ne l'avaient été jusqu'alors **(2)**; l'opération comprenait des risques, et on enregistra des hésitations... Pouvait-on sans danger se passer de l'Eglise qui, emprisonnant les consciences, était de tradition le meilleur gardien de *"l'Ordre"*?

Ce sont ces hésitations que traduisait Pouget qui, dans *"Le Père Peinard"* fustigeait déjà en 1898 ces *"républicains* (qui) *ont foutu de l'eau bénite dans leur vin"* et qui *"ont reconnu la nécessité de la religion - oh, pas pour eux! - mais pour le peuple"* **(3)**.

Néanmoins ce fut, quelques années plus tard, la tâche historique des radicaux que d'avancer - après la fin positive de l'affaire Dreyfus - jusqu'à la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ce sera là, avec sa plus forte expression, un des derniers pas de la progression laïque: on ne vit guère, après le retour (d'ailleurs assez involontaire) de l'Alsace-Lorraine à la *"Mère-Patrie",* après 1918, que les trois départements concernés n'aient jamais eu à entendre parler d'Etat ni d'école laïques.

Sans aucun doute, de larges secteurs de la bourgeoisie, après le ralliement de l'appareil catholique à une république alors installée, et dans une période où les grands rêves d'expansion coloniale s'effondraient, estimaient que l'on était allés trop loin; gouvernements *"de droite", "de gauche"* et d'ailleurs ne feront plus un pas en avant. Les fermetures massives de classes, les poursuites contre les militants trop laïques de la *Fédération de l'Enseignement,* dans les années 20 et 30 expriment dans la réalité quotidienne la multiplicité des *"mains tendues"* à l'Eglise catholique. En 1934, il est significatif que le seul *"budget des cultes"* de l'Alsace-Moselle non-laïcisé ait échappé à la réduction de 10% imposée aux autres budgets.

Sous Pétain, une des premières mesures de *"l'Etat Français"* sera la fermeture des *Ecoles normales d'instituteurs*, et l'ancien Ministère de *l'Instruction Publique* devient Ministère de *l'Education Nationale.* Puis vient la IVème République.

C'est sous celle-ci, en 1951, que sont votées les lois Barangé et Marie, qui attribuent des allocations aux familles des élèves de toutes les écoles et des bourses aux élèves de l'enseignement privé, toujours essentiellement catholique.

(1) Voir à ce propos *"l'Anarcho-Syndicaliste",* numéros 35 et 36.

(2) Il est symbolique, à ce propos, que ce soit un Jules Ferry, ce sanglant colonisateur de la Tunisie, du Tonkin, qui ait attaché son nom aux débuts de l'école laïque.

(3) *"Le Père Peinard"*, 3 juillet 1898; in *"La vermine noire pullule toujours".*

Le coup d'Etat de De Gaulle installe en 58 ce qui sera bientôt la Vème république, qui accélère la mesure: dès 1959, la loi Debré **(4)** institue des contrats définitifs avec des écoles confessionnelles; par ce biais, l'Etat *"laïque"* subventionne des oeuvres privées de l'Eglise catholique. C'est contre cet arsenal que se fait à l'initiative du C.N.A.L., des syndicats enseignants, un rassemblement des laïques qui, à Vincennes, en 1960, aboutit au célèbre *"serment de Vincennes"* qui engage ceux qui y ont souscrit à combattre pour l'abrogation de toutes les lois anti-laïques.

En 1977, un nouveau pas est fait avec l'adoption de la loi Guermeur - du nom d'un député RPR breton, loi qui reconnaît la valeur du *"caractère propre"* de l'enseignement privé - c'est-à-dire son caractère dogmatique - et qui lui accorde des subventions en conséquence, en faisant une sorte de second *"service public"*. Puis c'est l'impulsion donnée aux patronaux *Centres de Formation d'Apprentis,* contre les *Lycées d'Enseignement Professionnel.*

Mais, malgré tous ces efforts, c'est l'enseignement public laïque qui reste largement dominant dans le pays, accroissant même son importance jusqu'à regrouper aujourd'hui 83,5% des effectifs scolaires. C'est donc, plus qu'à une promotion du privé, à une dénaturation de l'enseignement laïque que doit aujourd'hui s'atteler la bourgeoisie. C'est là le sens de la promotion des *"conseils d'école",* de *"l'équipe éducative",* des *"séquences en entreprise"* dans le secondaire, ceci au nom de pseudo-prétentions pédagogiques, toutes développées autour du thème de *"l'ouverture de l'école sur la vie"*...

"La vie", c'est-à-dire sans doute la pression des parents, ou des *"pontes"* locaux, ici pour le compte de la religion catholique, là pour celui de la grande famille des adeptes de Krishna..., *"les parents"* en compagnie desquels, plutôt que de se soucier d'instruire, c'est-à-dire de donner les bases, la matière pour la formation de l'esprit rationnel de l'individu, les instituteurs feront équipe pour *"éduquer",* former le futur *"citoyen",* dont parle le rapport Belbenoit, du S.N.I. *"La vie",* c'est-à-dire sans doute le patronat, que l'on commence à lier directement à l'enseignement secondaire, selon le principe de l'alternance école/entreprise, en attendant que les collèges et les lycées ne produisent que *"juste ce qu'il faut"* pour ses intérêts propres, ce qui, eu égard à la crise économique sans issue du capitalisme, risque d'être assez réduit.

"La vie", c'est sans doute encore *"les régions"* dans le cadre desquelles des universités *"autonomes",* aux places chères, ne s'occuperont plus que de recherche *"utile",* et d'où sortira une élite triée...

Pour s'être à peu près uniquement consacré à distribuer des connaissances, à développer l'instruction, l'enseignement public laïque est ainsi l'objet de violentes attaques; pour maintenir son *"ordre",* il faut au Capital en crise le prendre directement en mains, tant pour la formation de ses seuls cadres que pour le développement de l'irrationel, le manque de conscience des exploités étant une garantie de calme, de soumission. On voudrait aller dans le sens d'une société totalitaire, il n'est pas dit que l'on s'y prendrait bien différemment.

Il y a cependant loin de la coupe aux lèvres. La résistance aux projets exprimée principalement par la prise en mains de *"l'Appel aux laïques"* par la Libre Pensée, par les résolutions sans équivoque du dernier congrès confédéral de la CGT-FO condamnant les conseils d'école et l'alternance école/entreprise, est de bonne augure; elle est une invitation toujours plus pressante à renforcer le combat.

J. FABRE

BONNES ADRESSES DU PASSÉ...

"Tant que ces jean-foutre de républicains ont pu supposer que le populo se contenterait de crever à la peine, sous un régime qui n'est que la monarchie, sans l'étiquette; tant qu'ils ont eu l'espoir que nos plus grandes aspirations se limiteraient à des balourdises politiques, telles que la révision de la constitution, l'assiette de l'impôt et autres blagues, ils ont mangé du curé.

Mais dès que le populo manifesta l'intention de se torcher de la politique et de s'atteler à besogne plus sérieuse - et seule profitable - telle que la révision des fortunes et le chambardement de toutes les autorités, les républicains ont foutu de l'eau bénite dans leur vin: ils ont reconnu la nécessité de la religion - oh, pas pour

(4) Un vieil intérêt à l'enfance et à la jeunesse.

eux! mais pour le peuple.

Et on s'est mis à faire risette aux Jésuites que cette crapule de Ferry avait fait mine d'expulser en 1881: on les a laissés agrandir leur nid à leur fantaisie, chaparder à droite, accaparer à gauche..., tant et si bien qu'aujourd'hui les congrégations religieuses sont plus riches et plus puissantes que jamais".

Emile POUGET, dans *"le Père Peinard",*
"La Vermine noire pullule toujours".

UNE ANNEE DE NOUVELLE FORMATION DES INSTITUTEURS...

Les instituteurs syndiqués au SNI auront pu lire, tout au long de cette année, dans les colonnes de *"l'Ecole Libératrice",* de nombreux articles favorables à la réforme de la formation initiale des instituteurs, fruit d'un accord SNI/ministère.

A un moment où les agressions contre l'école publique, contre la relative indépendance du corps enseignant se succèdent (conseils d'école, alternance école/entreprise, projet Bonnet,...), il est permis de se poser des questions sur les intentions de la réforme de M. Beullac. Certains aspects de cette nouvelle formation méritent d'ailleurs bien d'être mis en évidence.

Le recrutement des nouveaux instituteurs:

A l'entrée: le 1/4 des coefficients du concours est attribué à un entretien qui a à charge *"d'apprécier dans une situation d'examen les traits dominants de la personnalité du candidat"...*

En cas d'admission, le candidat fait ensuite une *"année probatoire",* au cours de laquelle, et sans garanties sérieuses, il peut se retrouver *"remercié"* à tout moment. Répondant à ce propos à une délégation de normaliens, le directeur de l'E.N.I. de Chambéry devait se laisser aller à dire: *"A Grenoble, déjà 10% des FP1 (élèves de 1ère année) ont été remerciés".*

Question: Et pour quelle raison? Réponse: *"Parce qu'ils faisaient de l'agitation en se promenant dans les rues avec des banderolles"...*

La Formation:

Remise en cause de la liberté pédagogique: il s'agit en effet d' *"initier"* les normaliens *"à un type de démarches - celles de la pédagogie par objectif - dont s'inspirera leur pratique professionnelle; (...)".*

Les familiariser avec un type de démarches - celles de la pédagogie d'éveil - dont s'inspirera également leur pratique professionnelle.

Et ce ne sont pas les *"innocentes"* intentions d' *"aider le futur enseignant à mieux se situer et par là même à mieux adapter son action"*, que l'on pourra considérer comme une garantie d'indépendance: *"Développer les attitudes d'esprit convenant au citoyen d'une démocratie: refus de l'a priori, attitude à la fois compréhensive et critique à l'égard des institutions; souci de réalisme et rejet des solutions simplistes (...); sens des responsabilités..."*

On aimerait bien savoir ce que la hiérarchie entend par *"solutions simplistes",* entre autres...; quant à ce qui est du *"sens des responsabilités"* remarquons que *"le travail d'équipe"* prévu pour les élèves-instituteurs *"les prépare au travail de l'équipe éducative au sein de l'école".*

Du côté des *"formateurs",* notons que le rôle des inspecteurs s'accroît au détriment de celui des professeurs d'école normale dont on supprime les postes par centaines.

Les congés:

Organisation de *"stages"* en été ... S'agit-il de prendre une *"bonne habitude"*? Banc d'essai?

Accompagnant les dangereux projets *"d'équipe éducative",* dans le charabia actuel sur *"l'ouverture de l'école",* assurant une prise en mains par les fonctionnaires d'autorité que sont les I.D.E.N., cette réforme porte en elle des germes - pour le moins - très déplaisants. En échange d'une hypothétique augmentation des salaires à la rentrée 82, n'est-ce-pas, avec l'objectif de saborder toute indépendance des enseignants, d'attenter aux garanties de leur statut, la laïcité de l'école que l'on brade?

LA RENTRÉE DU BOXEUR...

C'est sous ce titre que le régional *Ouest-France,* qui ne craint pas toujours le ridicule, rendait compte de la prestation commise le 4 septembre à Nantes par E. Maire.

Bien entendu, ce n'est pas la morphologie de l'orateur qui inspira le journaliste (à part le nez, peut-être). Il s'agit certainement d'une allusion aux paroles vigoureuses lancées par E. Maire à l'encontre de ses anciens amis de la C.G.T.

Gêné par ces galipettes, son parrain Jean Bornard, secrétaire de la C.F.T.C., a jugé: *"déplaisant pour le syndicalisme qu'Edmond Maire ait attendu aujourd'hui pour découvrir la politisation de la C.G.T., lui-même ayant trempé jusqu'au cou dans la politisation syndicale".*

Il semblerait d'ailleurs que tout le monde ne soit pas dupe de la nouvelle stratégie C.F.D.T., tel Lionel Jospin qui conclut ainsi son interview au Monde du 20.9: *"la direction de la CFDT reste fascinée par la politique".*

En fait le *"boxeur"* avait effectué une rentrée moins tapageuse mais plus édifiante dans les colonnes d e *"l'Usine Nouvelle"* n°36.

En voici quelques extraits (sous-titrés par nous) qui se dispensent d'autre commentaire.

Modifier les acquis: *"Faire preuve de réalisme, ce n'est pas simplement une nécessité par rapport à la situation présente. C'est aujourd'hui une nécessité sociologique. Je préfère l'expression "modifiez". Notez que je n'emploie pas non plus l'expression "améliorez les acquis", qui signifierait prendre les acquis actuels et y ajouter 10% en permanence. Modifier les acquis, ce n'est pas cela. C'est constater que certains aspects qui ont été, à un moment donné, un progrès apparaissent aujourd'hui moins positifs, et doivent donc être adaptés. L'aménagement du temps de travail est un bon exemple. Nous vivons sur des acquis, ô combien importants, de la législation de 1936, qui a établi d'une façon très rigide le principe d'un horaire collectif, contrôlé par les délégués du personnel et par l'inspection du travail. Cet acquis-là, aujourd'hui, doit être modifié pour tenir compte de certaines aspirations individuelles et éviter que le caractère collectif des horaires ne fasse obstacle à la possibilité d'utilisation plus souple de son temps par chacun... Il se trouve que cette modification, même en milieu syndical, n'est pas toujours facilement acceptée... L'acquis, c'est quelquefois ce que l'on a de plus que les autres; et l'on a du mal à voir les autres rattraper sa propre situation... Dans la période de crise actuelle, nous pensons que cette révision des acquis est encore plus nécessaire. Il n'est pas question d'accepter une remise en cause des garanties fondamentales dont bénéficient les travailleurs. Seules peuvent être modifiées les conditions d'exercice de ces garanties".*

Au secours des entreprises: *"Avoir des syndicats CFDT qui posent des problèmes, par exemple de conditions de travail, d'amélioration de l'outil de production, c'est sûrement dérangeant pour un chef d'entreprise, il lui est plus facile de se sortir des problèmes avec son personnel par une augmentation de salaire. Mais, à y regarder de près, cette attitude conduit les entreprises à la sclérose. Elles ne modifient pas à temps leur organisation du travail, leur système de production, et finalement se trouvent en retard... Après mon exposé sur la façon dont les syndicats conçoivent la compétivité, M. Bernasconi a déclaré que le discours syndical est certes très intéressant, mais qu'il ne s'applique nullement aux petites et moyennes entreprises: là, le patron, proche de ses ouvriers, règle directement les problèmes et il n'a pas besoin du syndicat. J'ai été choqué et en même temps je me disais: "Cela n'explique-t-il pas qu'un bon nombre de PME ou de PMI aient du retard et périclitent?".*

Des patrons militants de quartier: *"Une véritable organisation de petites et moyennes entreprises devrait aussi prendre en compte les réalités de la localité, de la rue, du quartier, de la zone industrielle ou de la tour-bureaux, des espaces géographiques limités où voisinent des entreprises relevant de conventions collectives fort diverses. A ce type de problème ne répondront jamais les grandes conventions collectives... S'il n'y a pas une organisation professionnelle ou inter-professionnelle, locale ou de quartier, pour faire en sorte que les à-coups, les fluctuations dans l'emploi soient supportés par plusieurs, il n'y a pas de bonne solution".*

Quel punch, en effet! Sous le charme, Daniel Percheron, le bras droit de P. Mauroy, s'exclamait à la *fête de la Rose* d'Angers le 21.9: *"E. Maire est l'une des chances et l'honneur du mouvement ouvrier français".*

Honneur et Patrie! comme disait l'autre...

En tout cas, les patrons peuvent se réjouir de tels propos..., les coups-bas du boxeur du patronage ne leur sont pas destinés.

L'EGLISE, PILIER DE L'ETAT...

(Tract diffusé par la Fédération Anarchiste lors de la visite du Pape).

"L'Eglise tente de nous montrer un nouveau visage, et si elle veut aujourd'hui nous faire oublier l'inquisition et ses bûchers, les croisades dévastatrices et les papes bénisseurs de canons, derrière son masque elle continue de prêcher la soumission aveugle, la résignation et l'obéissance sous toutes ses formes.

Bref, elle justifie l'existence de la société de classes et l'exploitation de l'homme par l'homme, tout en nous promettant un hypothétique paradis pour demain.

L'ayatollah Jean-Paul II vient, avant son séjour en France, de réaffirmer ses positions contre l'avortement, la contraception, l'union libre... mais pour le mariage.

L'Eglise cherche à nous culpabiliser; au nom de sa morale rétrograde et réactionnaire, elle nous refuse le droit de disposer librement de notre corps.

L'Eglise voudrait maintenir la femme dans un rôle de soumission par rapport à l'homme, tout comme le travailleur par rapport à son patron. La femme doit obéissance, respect et fidélité à son mari et doit se confiner dans un simple rôle de reproductrice.

L'Eglise se veut une grande défenseuse des droits de l'Homme et de la vie mais elle s'est toujours empressée de bénir l'écrasement sanglant de toute révolte populaire; on ne saurait oublier le rôle des églises islamiques ou judaïques dans le conflit fratricide qui a opposé les peuples du Moyen-Orient, ainsi que la dose d'abrutissement véhiculé par l'Islam au service des différents nationalismes: Iran, etc...

De la Commune de Paris en passant par la guerre d'Espagne jusqu'à nos jours, l'Eglise et la religion ont toujours été, et seront toujours au service de l'Etat et de ses gardes-chiourmes.

L'infiltration de son aile gauche dans la classe ouvrière organisée est une des raisons de la dégénérescence du syndicalisme: comment ces caméléons vieux de vingt siècles ont-ils pu faire croire que l'on pourrait réaliser l'autogestion sans détruire l'Etat?

Ici encore, la politique et l'Eglise défendent des intérêts communs.

Si les mass-média s'inquiètent fort du renouveau des sectes religieuses qui lavent le cerveau de leurs adeptes et profitent de leur crédulité pour s'enrichir sur leur dos, elles oublient de nous parler de la plus grande secte qui sévit encore en France, à savoir l'Eglise catholique qui continue librement d'abrutir les masses pour mieux les asservir, grâce à ses églises et ses écoles.

Il n'est de véritable morale, c'est-à-dire de mode de comportements des individus en société, que lorsqu'elle s'appuie sur la réflexion et les sentiments de chacun. En aucun cas la morale ne peut être le produit d'une drogue inculquée dès la plus tendre enfance.

La religion n'est en fait qu'une morale de justification du système inégalitaire en place.

"La seule excuse de Dieu, c'est qu'il n'existe pas". (Flaubert)

Fédération Anarchiste

NOUVELLES BRÈVES...

RETOUR A L'ENVOYEUR

On sait que l'Etat polonais malade fut entouré cet été d'attentions touchantes, c'est à qui de Brejnev, Carter ou Schmidt aurait l'avantage d'offrir les crédits du tiers-payant.

La faucille d'une main, le goupillon de l'autre, les Monseigneurs s'empressaient au chevet du souffrant. La C.F.D.T. déléguait C. Sardai à Gdansk où selon cette centrale *"Walesa lui a demandé d'aider de ses conseils les travailleurs polonais",* conseils que Walesa devait s'entendre confirmer au cours de son audience chez Mgr. Wyszinski. Quant au Président Giscard d'Estaing, il adressait à Edward Gierek un émouvant message qui valut à la France les honneurs de la revue russe *"La Vie Internationale"* où la France et l'U.R.S.S. sont qualifiés de *"partenaires sûrs".*

Pourquoi faut-il qu'un geste indélicat entache cet harmonieux tableau et que la lettre adressée par *Force Ouvrière* à M. Gierek fût l'objet d'un infamant *"retour à l'envoyeur"*? On comprend l'impatience de nos camarades pour affirmer leur solidarité avec les revendications des grévistes, mais à quelques jours près leur lettre destinée à Gierek serait revenue avec la simple mention *"Parti sans laisser d'adresse"*.

A QUI PROFITE LE CRIME?

A chaque nouvel attentat, à chaque nouvel enlèvement, entre deux visions, entre deux récits d'horreur, les médias viennent nous abreuver de suppositions sur la nature, sur l'origine des auteurs. On pourrait croire que les extrémistes dénoncés, s'apercevant de la réprobation générale qui suit leur geste, de l'union sacrée pour la défense du régime que l'on sait, par l'émotion causée, chaque fois provoquée, faisant preuve d'un petit minimum d'intelligence, se décideraient enfin à *"changer de style".* Mais pas du tout! A peine fini, ça recommence. Il y aurait de quoi se demander s'il y a en Italie, par exemple, plus fidèle secours du régime en crise que ces soi-disants *"brigades rouges".*

Après l'attentat qui, au début du mois d'août, a ensanglanté la gare de Bologne, faisant par dizaines des morts et des blessés, *"un nouveau pas est fait".*

A qui a profité ce geste? Voyons. A *"l'extrême droite"*? sûrement pas, elle n'a jamais été autant honnie! A *"l'extrême gauche"*? Allons donc! L'après-midi même, elle participait aux grandes manifestations pour la défense de l'ordre, nouvelle compromission dont elle se serait peut être bien passé, tout compte fait...

Les retombées de *"l'affaire de Bologne"* sont en tout cas là: une nouvelle poussée vers la formule de *"Compromis historique"*, la mise au second plan pour un temps des graves problèmes sociaux de l'Italie, l'idée un peu plus affirmée d'une nécessaire *"union de tous"* pour la défense de l'ordre social... de certains.

S'il y a effectivement des *"extrémistes",* ils tombent bien: extrémistes de l'union sacrée!

PUBLICO: nouvelle adresse à dater du 13 Septembre, la librairie de la Fédération Anarchiste quitte le 3 rue Temaux pour le 145 rue Amelot, PARIS 11ème.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
Organe de l'*Union des Anarcho-Syndicalistes*
Nouvelle Série
Prix: le numéro, 3,00 F; Abonnement 10 numéros: 30,00 F; Abonnement de soutien: 60,00 F
C. C. P. PARENT Nicole N° 61 12 15 G LYON.
CORRESPONDANCE: Serge MAHE, BP132, 44800 St-HERBLAIN -
Le Gérant : A. HEBERT
Imprimerie BLUTEAU - NANTES